



Centrale d'achats des CROUS

Cahier des clauses particulières – AMO technique, juridique et financière d'accompagnement à la passation d'un marché de gros équipements de cuisine

Appel d'offres ouvert n°2026001

Table des matières

Article 1	Préambule	4
Article 2	Identification des parties contractantes	4
Article 2.1	Identification du pouvoir adjudicateur	4
Article 2.2	Identification de l'opérateur économique	5
Article 3	Objet de l'accord-cadre	5
Article 4	Allotissement	6
Article 5	Durée de l'accord-cadre	6
Article 6	Montant de l'accord-cadre	6
Article 7	Lieu d'exécution	6
Article 8	Procédure de passation.....	7
Article 9	Pièces contractuelles de l'accord-cadre	7
Article 10	Description des prestations.....	8
Article 10.1	Tranche ferme : préparation et passation d'un marché de gros équipements de cuisine	8
Article 10.1.1	La phase de préparation du marché	8
Article 10.1.2	La phase de définition du besoin et la stratégie achat	8
Article 10.1.3	La phase de rédaction du dossier de consultation des entreprises (DCE).....	8
Article 10.1.4	Les phases de publication de l'appel d'offres	9
Article 10.1.5	La phase d'analyse des plis, attribution et notification.....	9
Article 10.1.6	La phase d'assistance au lancement du marché.....	9
Article 10.1.7	Le cas particulier de l'infirmité de l'appel d'offres	10
Article 10.2	Les tranches optionnelles : mission de suivi d'exécution du marché de gros équipement de cuisine	10
Article 10.2.1	Le contenu de la mission.....	10
Article 10.2.2	La décomposition des tranches optionnelles	10
Article 11	Contraintes d'agenda	10
Article 12	Emission et exécution des bons de commande	11
Article 13	Modalités d'exécution de l'accord-cadre.....	11
Article 13.1	Mise au point.....	11
Article 13.2	Délai d'exécution	12
Article 13.3	Déclenchement des tranches optionnelles	12
Article 13.4	Exécution par défaut	12
Article 14	Obligations du titulaire.....	12
Article 14.1	Obligation de résultat et mise en œuvre des moyens minimaux.....	12
Article 14.2	Obligation de conseil	13

Article 14.3	Qualité.....	13
Article 14.4	Confidentialité	13
Article 14.5	Assurance	13
Article 14.6	Traitement des données à caractère personnel	14
Article 14.7	Autres obligations.....	14
Article 14.8	Délai	14
Article 15	Modification de l'accord-cadre.....	14
Article 15.1	La modification en cours d'exécution du marché	14
Article 15.2	Le pouvoir de modification unilatérale	15
Article 15.3	La réalisation de prestations similaires	15
Article 15.4	Les prestations supplémentaires ou modificatives	15
Article 16	Modalités d'exécution financière	15
Article 16.1	Caractéristiques des prix pratiqués	15
Article 16.2	Contenu des prix	16
Article 16.3	Prix de règlement	16
Article 16.4	TVA	16
Article 16.5	Clause de sauvegarde	16
Article 17	Modalités de règlement, facturation, délais de paiement et intérêts moratoires.....	16
Article 17.1	Facturation électronique obligatoire	16
Article 17.2	Délais de règlement.....	17
Article 17.3	Intérêts moratoires.....	18
Article 17.4	Avances	18
Article 17.5	Acomptes	19
Article 17.6	Cession ou nantissement de créance	19
Article 18	Pénalités et réfections.....	20
Article 18.1	Les réfections.....	20
Article 18.2	Les pénalités.....	20
Article 19	Droits et obligations du pouvoir adjudicateur	21
Article 20	Principes et motifs de résiliation	21
Article 20.1	Motifs de résiliation.....	21
Article 20.2	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	21
Article 20.3	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	21
Article 21	Droit, langue, monnaie et juridiction applicable en cas de litige.....	22
Article 22	Dérogation	22

Article 1 Préambule

La présente consultation a pour objet le recrutement d'une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) destinée à accompagner la Centrale d'achats dans la passation d'un nouveau marché national de gros équipements de cuisine, auquel l'ensemble du réseau des CROUS sera assujéti. La complexité d'un tel marché tient notamment à la diversité et à l'hétérogénéité des besoins des 23 CROUS.

L'AMO sera assurée par un cabinet d'études, ou un groupement de cabinets, disposant d'une expertise avérée dans le montage de marchés complexes et d'une connaissance approfondie du secteur de la restauration collective.

La mission consistera à définir précisément les besoins, à proposer des solutions conformes aux cadres financier et juridique préalablement définis par la Centrale d'achats, et à accompagner l'ensemble du processus de passation du marché, depuis la rédaction du dossier de consultation des entreprises jusqu'à sa notification, dans un objectif d'optimisation économique globale pour les CROUS.

Le travail programmatique et financier attendu devra également contribuer à la définition de modalités de portage opérationnel efficaces et adaptées au futur marché.

À ce titre, l'AMO mènera une évaluation juridico-financière approfondie et une analyse comparative des différents scénarios de montage juridique envisageables, des méthodes de sourcing opérationnel, ainsi que des stratégies de gestion financière visant à optimiser les achats en groupement, en identifiant les avantages et les contraintes. Ces analyses permettront de conseiller la Centrale d'achats dans le montage opérationnel du futur marché.

Enfin, le prestataire devra mettre en évidence les enjeux liés au montage opérationnel du futur marché, notamment sur les plans économique et organisationnel, afin d'en garantir la pérennité.

Article 2 Identification des parties contractantes

Le présent accord-cadre est conclu entre les parties définies ci-après.

Article 2.1 Identification du pouvoir adjudicateur

L'acheteur public est la Centrale d'achats des Crous, représentée par sa Directrice générale, Madame Marjorie BRETTELLE, nommée par le pouvoir adjudicateur en la personne de la Présidente du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, Madame Bénédicte DURAND.

En application de l'article R. 822-3 du Code de l'éducation tel que modifié par l'article 1er du décret du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires, le centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), établissement public à caractère administratif, a décidé, dans les conditions prévues par la réglementation des marchés publics, de constituer une Centrale d'achats chargée de passer des marchés publics, conclure des accords-cadres ou acquérir des fournitures ou services pour le compte des centres régionaux, des établissements d'enseignement supérieur, des organismes de recherche et des autres organismes publics accueillant des publics pouvant bénéficier des prestations et services fournis par le réseau tel que défini à l'article R. 822-1 du Code de l'éducation.

Les statuts de la Centrale d'achats ont été votés lors du Conseil d'Administration du CNOUS du 09 février 2017.

La Centrale d'achats des Crous obéit par ailleurs aux dispositions prévues par les articles L. 2113-2 à L. 2113-5 du Code de la commande publique.

Article 2.2 Identification de l'opérateur économique

L'opérateur économique attributaire est ci-après désigné par le « titulaire ».

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, qui se rapportent :

- ❖ Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société,
- ❖ A la forme de l'entreprise ou de la société,
- ❖ A la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination,
- ❖ A l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société,
- ❖ Au capital social de l'entreprise ou de la société,
- ❖ A la fusion de l'entreprise avec un tiers ;
- ❖ A la cession de l'entreprise, à la cession d'une ou de plusieurs branches
- ❖ D'activités de l'entreprise ou de cessions d'actifs,
- ❖ Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Ces modifications font l'objet soit d'un certificat ordre de service émanant du pouvoir adjudicateur soit d'un avenant signé par les deux parties.

Article 3 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations d'assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMO), portant sur des missions de conseil et d'expertise relatives à la mise en place d'un marché de renouvellement de gros équipements de cuisine pour la Centrale d'achats.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

Cet accord-cadre met à disposition de la Centrale d'achats, des prestations d'expertise indépendantes en matière de restauration collective.

Ces prestations d'accompagnement permettent aux adhérents de mener à bien dans les meilleures conditions de coût, de délai et de qualité les différents projets d'installations des différentes typologies d'équipements concernées par le futur marché de gros équipement de cuisine.

A cet effet, la conduite de la mission devra être comme suit :

- ❖ Une définition de l'allotissement (exemple : chaud horizontale /verticale) ;
- ❖ Mettre à disposition les moyens humains et techniques notamment afin d'établir un sourcing opérationnel, nécessaires à la réalisation de la mission (prise de contact avec chacun des 23 CROUS, déplacements sur sites ciblés permettant un recensement global au plus près de l'état actuel du parc) ;
- ❖ Organiser et animer les temps d'échange sous forme de présentation et de rendus, relatifs aux avancées liées au sourcing ou à la rédaction des pièces du dossier de consultation des entreprises ;
- ❖ Respecter le planning prévisionnel qui demeure restreint.

Article 4 Allotissement

Ce marché n'est pas alloti au sens de l'article L2113-10 du code de la commande publique, puisque l'ensemble des prestations visées constituent, en tant qu'AMO, un projet homogène et global justifiant d'un besoin de ne pas être séparé en plusieurs prestations distinctes.

Article 5 Durée de l'accord-cadre

La tranche ferme du marché est conclue pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification, ou jusqu'au parfait achèvement des prestations si cette dernière est postérieure.

Trois tranches optionnelles de suivi d'exécution, d'une durée de douze mois chacune, pourront être retenues par le pouvoir adjudicateur.

Nota : le début d'exécution du marché de gros équipement de cuisine devra impérativement intervenir au plus tard le 1er avril 2027.

Article 6 Montant de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu avec un montant maximum de 250 000 € HT sur la durée totale du marché, toutes tranches optionnelles et reconductions comprises.

Article 7 Lieu d'exécution

L'ensemble des prestations se dérouleront sur le territoire de la France Métropolitaine. Des déplacements sur certains sites de nos adhérents sont à prévoir en fonction des besoins de la mission.

Veuillez trouver ci-dessous la liste la plus exhaustive possible des 23 CROUS et leur nombre de structures de restauration :

- ❖ Le Crous Aix-Marseille-Avignon (33 sites),
- ❖ Le Crous Amiens Picardie (20 sites),
- ❖ Le Crous Bordeaux-Aquitaine (28 sites),
- ❖ Le Crous Bourgogne-Franche-Comté (25 sites),
- ❖ Le Crous Clermont Auvergne (15 sites),
- ❖ Le Crous Créteil (50 sites),
- ❖ Le Crous Grenoble Alpes (45 sites),
- ❖ Le Crous Lille Nord Pas-de-Calais (57 sites),
- ❖ Le Crous Limoges (10 sites),
- ❖ Le Crous Lyon (32 sites),
- ❖ Le Crous Lorraine (20 sites),
- ❖ Le Crous Montpellier-Occitanie (30 sites),
- ❖ Le Crous Nantes Pays de la Loire (41 sites),
- ❖ Le Crous Nice-Toulon (18 sites),
- ❖ Le Crous Normandie (34 sites),
- ❖ Le Crous Orléans-Tours (26 sites),
- ❖ Le Crous Paris (58 sites),
- ❖ Le Crous Poitiers (19 sites),
- ❖ Le Crous Reims (18 sites),
- ❖ Le Crous Rennes Bretagne (31 sites),

- ❖ Le Crous Strasbourg (20 sites),
- ❖ Le Crous Toulouse-Occitanie (31 sites),
- ❖ Le Crous Versailles (40 sites).

Article 8 Procédure de passation

Conformément à l'article L2124-1 et R2124-1 du code de la commande publique, l'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, dite « formalisée ». Par conséquent, la Centrale d'achats doit définir strictement les modalités de passation du présent accord-cadre.

Article 9 Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissant.

- ❖ L'acte d'engagement ATTRI1, transmis par la Centrale d'achats à l'opérateur économique ou au groupement d'opérateurs économiques auquel il a été envisagé d'attribuer l'accord-cadre et son annexe financière :
 - L'annexe 1 : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) ;
- ❖ Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- ❖ Les bons de commande passés par la Centrale d'achats ;
- ❖ Le cas échéant les actes spéciaux de sous-traitance ;
- ❖ Un éventuel mémoire technique du titulaire fourni en complément.

Pièce générale :

- ❖ Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés de fournitures courantes et de services ;

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

Toute clause portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Article 10 Description des prestations

Les prestations confiées au titulaire concernent : la préparation et la passation d'un marché de gros équipement de cuisine de la phase de sourcing à la notification.

Les prestations concernent une tranche ferme et des tranches optionnelles.

Article 10.1 Tranche ferme : préparation et passation d'un marché de gros équipements de cuisine

Article 10.1.1 La phase de préparation du marché

L'AMO devra se charger de :

1. Prise de contact avec les 23 CROUS permettant d'établir sous forme d'un fichier Excel :
 - ❖ Un recensement des équipements existants ;
 - ❖ Dans la mesure du possible, un état de vétusté des équipements en place.
2. Réaliser différents audits techniques permettant d'établir les attentes des sites, en prenant en considération les différents modèles de restauration des CROUS (cuisines centrales, cuisine de collectivité et vente à emporter etc.) ;
3. Etablir la faisabilité d'un allotissement pérenne en phase avec les besoins des CROUS ;
4. Réaliser par la suite un sourcing opérationnel auprès des fournisseurs/installateurs, en collaboration avec la Centrale d'achats.

Article 10.1.2 La phase de définition du besoin et la stratégie achat

L'AMO devra se charger :

1. De proposer un rétroplanning du déploiement des différentes phases présentes au CCP, répondant au délai fixé ci-après (cf article 11 du présent CCP) ;
2. D'établir des propositions de stratégies d'achat pour la passation du marché : périmètre et contenu, axe financier, objectifs de gain, stratégie d'allotissement, etc.. ;
3. De proposer des critères de sélection et de notation des candidatures et des offres ;
4. De proposer l'intégration de clauses environnementales et sociales ;
5. D'établir les montants prévisionnels du futur marché.

Article 10.1.3 La phase de rédaction du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le titulaire effectuera la rédaction des pièces qui composent le dossier de consultation des entreprises, conformément aux choix opérés par la Centrale d'achats :

1. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
3. Le Règlement de la Consultation (RC) ;
4. L'Acte d'Engagement (ATTRI1) ;

5. Les annexes financières : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F), Bordereau des prix unitaires (B.P.U) (à établir en fonction des marchés) ;
6. Tout autre document ou annexe technique dépendant de la stratégie d'achat adoptée.

La rédaction du dossier de consultation des entreprises du futur marché de gros équipements de cuisine, fera l'objet d'une collaboration étroite avec l'équipe de la Centrale d'achats, et sera sous couverte de la validation finale de la Centrale.

Article 10.1.4 Les phases de publication de l'appel d'offres

La publication de l'appel d'offre sera effectuée par la Centrale. Toutefois, l'AMO sera contraint de répondre aux différentes questions potentielles des candidats posées via la plateforme dématérialisée PLACE.

L'AMO devra également prendre en charge la rédaction des potentielles modifications du dossier de consultation ou de documents complémentaires.

Article 10.1.5 La phase d'analyse des plis, attribution et notification

Après l'ouverture des plis par l'AMO en collaboration avec la Centrale d'achats, le titulaire effectuera :

1. L'analyse des candidatures et des offres en fonction des critères de choix définis dans le règlement de la consultation ;
2. La rédaction des éventuelles demandes de précision sur les offres ;
3. La rédaction d'un rapport d'analyse comparant les offres ;
4. La présentation de cette analyse à l'équipe de la Centrale ;
5. La rédaction des pièces de rejets (les lettres de rejet ainsi que les annexes de comparaison des notations en deux documents distincts) ;
6. La rédaction de pièces de notification (courrier de notification et motivation du choix de l'attributaire en deux documents distincts) ;
7. La rédaction des réponses aux demandes de pièces des candidats non retenus.

L'ensemble des documents et rapports demandés seront transmis à l'équipe de la Centrale sur support numérique non protégé (format Word et Excel) pour validation.

Le rapport d'analyse des offres devra être transmis au plus tard dix (10) jours avant la réunion avec la Centrale d'achats.

Article 10.1.6 La phase d'assistance au lancement du marché

Le titulaire assurera, en collaboration avec l'équipe de la Centrale :

1. La mise au point du marché avec les titulaires ;
2. À la suite de la mise au point, l'animation d'une réunion de lancement avec les nouveaux titulaires.

Article 10.1.7 Le cas particulier de l'infirmité de l'appel d'offres

Dans le cas où la procédure serait déclarée infructueuse, l'AMO aura alors en charge d'assister la Centrale d'achats dans le cadre de la nouvelle procédure mise en place.

Si la procédure est infructueuse en raison d'une erreur matérielle ou d'une faute de l'AMO, aucune indemnité ne lui sera due par le pouvoir adjudicateur pour la préparation de la nouvelle procédure.

Article 10.2 Les tranches optionnelles : mission de suivi d'exécution du marché de gros équipement de cuisine

Article 10.2.1 Le contenu de la mission

L'AMO devra se charger :

1. La veille juridique et l'assistance réglementaire sur les mises en conformité, les solutions techniques ;
2. L'animation de deux réunions annuelles bilan avec les titulaires retenus et l'équipe dédiée de la Centrale d'achats ainsi que la rédaction du compte rendu ;
3. L'assistance à la rédaction et à la validation, technique et financière, des avenants en cours d'exécution du marché avec visites des sites (sous un délai de quinze jours) ;
4. Le contrôle d'opportunité et la validation des devis des titulaires sous soixante-douze heures à compter de la réception ;
5. Conseil et visite des CROUS en cas de mauvaise adaptation ou difficulté avec les nouveaux équipements installés.

Article 10.2.2 La décomposition des tranches optionnelles

- ❖ Tranche optionnelle 1 : suivi d'exécution du marché de maintenance, année 1
- ❖ Tranche optionnelle 2 : suivi d'exécution du marché de maintenance, année 2
- ❖ Tranche optionnelle 3 : suivi d'exécution du marché de maintenance, année 3

Article 11 Contraintes d'agenda

Le début d'exécution du marché de gros équipements de cuisine devra impérativement être notifié au plus tard le 1er avril 2027. Aussi, il devra paraître sur la plateforme PLACE courant décembre 2026.

A savoir, que la plupart des sites de restauration sont fermés du 21 décembre 2026 au 03 janvier 2027 (entre la semaine 52 et 53) et de la deuxième quinzaine de juillet à l'avant dernière semaine du mois d'août.

Aucune visite n'est possible sur ces périodes. Les services centraux des différents CROUS sont fermés la dernière semaine du mois de décembre et la première quinzaine du mois d'août.

Article 12 Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est sa date de sa notification au titulaire. Les bons de commande sont émis, à partir de la date de notification du présent accord-cadre, par les bénéficiaires.

Ils sont émis sur la base des prix unitaires indiqués dans la DPGF remis par le titulaire dans son offre. Ils sont transmis au titulaire par courrier électronique avec accusé de réception.

Le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un (1) jour ouvré suivant sa date d'envoi.

Chaque bon de commande précise notamment :

- ❖ Le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- ❖ La date d'émission du bon de commande ;
- ❖ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ❖ Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- ❖ La désignation et la quantité des prestations commandées ;
- ❖ Le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- ❖ Le montant total (HT et TTC) du bon de commande ;
- ❖ La date de livraison / réalisation prévisionnelle ;
- ❖ La date de début d'exécution des prestations ;
- ❖ La date de fin d'exécution du bon de commande ;
- ❖ Le lieu d'exécution des prestations ;
- ❖ La référence au devis, le cas échéant ;
- ❖ Le nom et la référence de l'accord-cadre.

L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre auquel ils se rattachent. Par conséquent, ils peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Article 13 Modalités d'exécution de l'accord-cadre

Article 13.1 Mise au point

Au postulat de l'article R2152-13 du code de la commande publique, la Centrale et le futur titulaire procèderont, dès l'attribution du marché, à une réunion de mise au point, avant la notification du marché.

Cette mise au point ne pourra avoir comme conséquence de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre ou du marché.

Article 13.2 Délai d'exécution

Le calendrier et les délais applicables sont ceux sur lesquels le soumissionnaire s'engage, indiqués dans le projet de calendrier présenté à l'appui de son offre et validé après la mise au point.

Seules les prestations effectivement exécutées donnent droit à paiement.

Sauf en cas de force majeure, des pénalités pourront être appliquées au titulaire s'il ne respecte pas ses obligations contractuelles.

Article 13.3 Déclenchement des tranches optionnelles

En application de l'article R.2113-6 du code de la commande publique, l'exécution des tranches optionnelles du présent marché est subordonnée à la décision du pouvoir adjudicateur.

La décision d'affermissement est notifiée au titulaire.

Le titulaire ne peut refuser d'exécuter une tranche optionnelle affermie.

Aucune indemnité de dédit ou d'attente ne seront dues au titulaire en cas de non-affermissement d'une tranche optionnelle.

Article 13.4 Exécution par défaut

Dans le cas où le titulaire ne pourrait pas assurer les prestations qui lui sont demandées, la Centrale d'achat se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire de service.

Aussi, en cas de différence de prix au détriment de l'équipe de la Centrale, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, sans que ce dernier puisse émettre de réclamation.

Article 14 Obligations du titulaire

Article 14.1 Obligation de résultat et mise en œuvre des moyens minimaux

Le prestataire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

Si, pour une raison indépendante de leur volonté, un ou des personnels désignés dans la proposition du titulaire sont dans l'impossibilité d'assurer eux-mêmes la réalisation des prestations, le titulaire en avise la Centrale.

Le prestataire prend alors toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée.

A cet effet, obligation est faite au titulaire de désigner prioritairement un remplaçant et de communiquer le nom, les titres, qualifications et références. La composition de l'équipe (curriculum vitae) et les références personnelles de ses membres ainsi que leurs niveaux d'expérience (sénior, junior) devront être fournis.

Notez qu'en cas de retard dans l'exécution des prestations demandées, qui sont soumises à un délai contraint, des pénalités seront appliquées.

Article 14.2 Obligation de conseil

Dans le cadre de sa mission et au-delà de l'exécution de la commande, le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil, quel que soit la phase en cours.

Aussi, le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tout élément qui lui paraît de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Article 14.3 Qualité

Le titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux prestations du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer sans délai la Centrale, de tout événement ou toute difficulté, de nature, à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent marché, tels qu'ils ont été définis dans les documents contractuels.

Article 14.4 Confidentialité

Les titulaires et leur personnel sont tenus, sans limitation de durée, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de la Centrale et de l'ensemble de ses adhérents que l'exécution du présent marché l'amènerait à connaître.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative aux dispositions des bâtiments, à l'organisation ou à l'activité du réseau des CROUS ou de la Centrale d'achats dont il pourrait avoir eu connaissance au cours de la réalisation de ce marché. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation lèse les intérêts des adhérents de la Centrale d'achats et engagerait leur responsabilité.

Article 14.5 Assurance

Avant le début d'exécution, le titulaire doit avoir souscrit une assurance couvrant l'ensemble des risques encourus au titre des prestations à réaliser et dont il pourrait être déclaré responsable. En d'autres termes, il doit fournir une assurance dont les garanties sont en rapport avec l'importance de la prestation et couvrant les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de ses prestations.

Le titulaire doit donc fournir son attestation d'assurance dès lors que cette dernière a été renouvelé à la Centrale d'achat et sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande.

Article 14.6 Traitement des données à caractère personnel

Le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits et personnes concernées.

Article 14.7 Autres obligations

En application de l'article 3.4.2 du CCAG F.C.S, le titulaire est tenu de communiquer sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. Ces modifications se rapportent :

- ❖ Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- ❖ A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- ❖ A sa raison sociale ou dénomination ;
- ❖ A son domicile ou siège sociale ;
- ❖ A ses coordonnées bancaires.

Et de façon générale à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer le bon déroulement du marché.

Article 14.8 Délai

Le titulaire est tenu de respecter des délais d'intervention et de transmission des documents prévus au présent CCP ainsi que dans son offre.

Article 15 Modification de l'accord-cadre

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou unilatéralement les modifications impactant le présent marché ne peuvent changer sa nature globale.

Article 15.1 La modification en cours d'exécution du marché

Conformément aux dispositions combinées des articles L2194-1 et R2194-2 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché pourra faire l'objet de modifications par le biais d'avenants dans les cas suivants :

- ❖ Des services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- ❖ Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- ❖ Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- ❖ Les modifications ne sont pas substantielles ;
- ❖ Les modifications sont de faible montant.

Le titulaire s'engage auprès du pouvoir adjudicateur à mettre en place une procédure de suivi d'exécution de l'ensemble des prestations (nom et coordonnées de la personne chargée du suivi du marché, etc).

Article 15.2 Le pouvoir de modification unilatérale

Conformément à l'article L2194-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut apporter unilatéralement une modification à un contrat administratif soumis au Livre 1er de la 2ème Partie du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions combinées du 4° de l'article L6 et de l'article L2194-2 du Code de la commande publique, lorsque le pouvoir adjudicateur use de ce pouvoir de modification unilatéral, le titulaire a droit au maintien de l'équilibre financier du contrat.

Article 15.3 La réalisation de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire, un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché passé après mise en concurrence.

Article 15.4 Les prestations supplémentaires ou modificatives

En application de l'article 23 du CCAG-F.C.S, pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Ces modifications ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire lors de la mise en concurrence. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Article 16 Modalités d'exécution financière

Article 16.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix auxquels s'est engagé le titulaire dans l'Acte d'Engagement et son annexe financière sont fermes, globaux et forfaitaires en ce qui concerne la tranche ferme du marché.

Les prix sont hors taxes et établis en euros.

Article 16.2 Contenu des prix

Les prix comprennent l'ensemble des prestations du présent marché, détaillées dans l'offre technique du titulaire.

Les prix sont réputés intégrer tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché et plus généralement du respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire (frais pour les matériels de réalisation de la mission, frais de déplacement, frais d'hébergement, etc.).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, para-fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques, ainsi que les marges bénéficiaires.

Article 16.3 Prix de règlement

Les prix figurant sur l'offre sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres (mars 2026).

Article 16.4 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code Général des Impôts.

Article 16.5 Clause de sauvegarde

Au cas où interviendraient des hausses de prix supérieures à 5% du prix initial, la Centrale se réserve le droit de réduire les prestations initialement prévues, ou de résilier purement et simplement le marché, sans que le fournisseur puisse prétendre à aucune indemnité.

Article 17 Modalités de règlement, facturation, délais de paiement et intérêts moratoires

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation de factures au nom du titulaire précisé à l'acte d'engagement.

Article 17.1 Facturation électronique obligatoire

En application des articles L. 2192-1 et suivants et Article D. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire doit transmettre ses factures sous forme électronique.

Conformément à l'article D. 2192-2, la facture électronique doit comporter les éléments suivants :

- ❖ La date d'émission de la facture ;
- ❖ La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- ❖ Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- ❖ En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- ❖ Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- ❖ La date de livraison des fournitures ;
- ❖ La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- ❖ Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- ❖ Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- ❖ Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- ❖ Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures doivent également comprendre, outre les mentions légales :

- ❖ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ❖ Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;
- ❖ Le numéro de nomenclature concerné ;
- ❖ La date d'émission du bon de commande ;
- ❖ Le lieu de livraison ;
- ❖ Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage ;
- ❖ Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture.

Pour faciliter la facture électronique, la plateforme Chorus Pro permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

La transmission par la solution Chorus Pro constitue désormais l'unique mode autorisé de transmission des factures aux entités publiques. En cas d'envoi d'une facture par une autre voie, il sera rappelé au titulaire l'obligation de se conformer à l'envoi par voie électronique et la facture sera rejetée en application de l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique.

Article 17.2 Délais de règlement

Sauf avis contraire de la Centrale, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison.

Les délais de règlement applicables sont de 30 jours à compter de la réception de la facture sur le portail Chorus, les paiements ne s'effectuant qu'après certification du service fait.

Sauf avis contraire de la Centrale pour des raisons structurelles liées à l'organisation de ses services, la rémunération du titulaire est versée après la réception de la facture correspondant à la livraison. En

aucun cas, le délai de paiement ne pourra être supérieur au délai de 30 jours dans les conditions prévues ci-avant.

Conformément à l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court pas lorsque la facture a été transmise en dehors de la solution Chorus Pro.

En effet, en application de l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court qu'à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro.

Article 17.3 Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions combinées du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, des articles L2192-10 et suivants et des articles R2192-10 et suivants du Code de la commande publique :

- ❖ Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification à l'adhérent du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro ;
- ❖ Le retard de paiement est constitué lorsque les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par l'adhérent à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement ;
- ❖ Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché et jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- ❖ Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros ;
- ❖ Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue à l'alinéa précédent, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification ;
- ❖ Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 17.4 Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, et sous respect des conditions prévues aux articles R.2193-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique le versement d'une avance peut être prévu.

Une avance pourra être versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le taux d'avance est fixé à 10 %.

Son montant excédant 5%, l'avance ne sera versée qu'après constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions des articles R.2191-36 à R.2191-42 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'imputera par précompte dès la première facture émise au titre des prestations dont le montant est compris dans l'assiette de celle-ci

Article 17.5 Acomptes

En application de l'article R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, le montant versé au titulaire est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée aux articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Dans le cadre du présent accord, et lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article 19 de la Loi du 5 juillet 1996, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce maximum est ramené à un mois à la demande du titulaire.

Article 17.6 Cession ou nantissement de créance

Les créances nées ou à naître, concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-61 du Code de la commande publique est l'agent comptable du Cnous.

Le représentant du pouvoir adjudicateur remet au titulaire la copie du présent accord revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en un exemplaire unique en vue de lui permettre de céder ou de nantir des créances en résultant.

En cas de cotraitance, la copie du présent accord certifiée conforme à l'original en un unique exemplaire, destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, est délivrée au mandataire du groupement solidaire.

Toute cession ou nantissement est adressé à l'agent comptable du Cnous. Par ailleurs, les fournisseurs étrangers ne peuvent céder ou nantir leur marché que sur la base du montant hors TVA.

Article 18 Pénalités et réfections

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable. Toutefois, le délai à partir duquel sera décompté les jours de retard devra être justifié par la Centrale par tout moyen de preuve (fait générateur) et notamment un message informant le titulaire de la situation.

En cas de contestation le titulaire devra informer la Centrale dans un délai maximal de 8 jours calendaires à compter de la réception de ce décompte. Passé ce délai, son silence vaudra acceptation des pénalités et réfections.

Article 18.1 Les réfections

Le montant des réfections est proportionnel à l'importance des imperfections constatées conformément à l'article 30 du CCAG-F.C.S.

En cas de non-intervention la réfaction pour absence de service fait donne lieu à une réfaction proportionnelle au nombre de jours pendant lesquels les prestations n'ont pas eu lieu. L'application d'une réfaction est indépendante de la mise en œuvre des pénalités prévues au CCP.

La Centrale informe le titulaire du projet de réfaction par courriel ou courrier avec accusé de réception et à cet effet, le titulaire dispose de 15 jours calendaire à compter de la réception de cette information pour formuler ces observations. En l'absence de réponse de sa part, à l'expiration du délai imparti, la réfaction est réputée admise par le titulaire, qui ne peut plus la contester.

Article 18.2 Les pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-F.C.S, la Centrale d'achats pourra appliquer de plein droit, sans mise en demeure préalable et sur simple constat de ses services, les pénalités maximales suivantes :

Manquement aux obligations	Montant H.T
Retard relatif à la date butoir de publication de l'avis d'appel à la concurrence	150 € par jour ouvré de retard
Retard pour la transmission de livrables	50 € par jour ouvré de retard

Pour les autres retards constatés, par dérogation à l'article 14 du CCAG-F.C.S, en cas de non-respect du titulaire de ses obligations dans les délais contractuels précisés dans le planning prévisionnel détaillé d'exécution, la Centrale se réserve le droit d'appliquer des pénalités comme suit :

$P = V \times R / 100$ (où P = le montant des pénalités ; V = la valeur des prestations non réalisées ; R = le nombre de jours de retard).

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-F.C.S, les titulaires ne sont pas exonérés des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas mille euros hors taxes (1 000€HT).

Toutes les pénalités décrites sont cumulables.

Les pénalités sont prononcées par la Centrale d'achats. Le titulaire est tenu de fournir, à chaque date anniversaire et à la Centrale d'achats, la liste des pénalités versées.

Article 19 Droits et obligations du pouvoir adjudicateur

La Centrale d'achats s'engage à communiquer au titulaire toute information et tout document nécessaire à l'exécution des prestations objet du présent marché.

Elle est tenue à une obligation de collaboration et à ce titre met à la disposition du titulaire les informations le concernant et qui lui sont seraient nécessaires dans le cadre des présentes.

Article 20 Principes et motifs de résiliation

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou unilatéralement les modifications impactant le marché public ne peuvent changer sa nature globale.

Article 20.1 Motifs de résiliation

Outre les cas de résiliation mentionnés au chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS que la Centrale d'achats se réserve le droit d'appliquer, celle-ci peut demander la résiliation du présent accord-cadre aux torts du titulaire.

Toutes résiliations prononcées aux torts du titulaire ne donnent lieu à aucune indemnisation.

Article 20.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le présent CCP prévoit, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, que la Centrale peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord prononcée aux torts du titulaire.

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire sont fixées par l'article 45 du CCAG-FCS. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 20.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

La Centrale d'achats peut mettre fin à l'accord-cadre, pour motifs d'intérêt général, à tout moment par décision de résiliation.

Article 21 Droit, langue, monnaie et juridiction applicable en cas de litige

En cas de litige, le droit français est applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent donc être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Les contestations qui pourraient subvenir entre la Centrale d'achat et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties. En cas de litige portant sur des problèmes techniques et plus généralement dans le cadre de service régulier du titulaire, la loi française est seule applicable.

Avant tout recours contentieux, les parties peuvent convenir d'engager avec le titulaire un processus transactionnel.

Les parties peuvent aussi le cas échéant soumettre leurs différends et litiges au comité consultatif de règlement amiable des litiges, (C.C.R.A.).

Dans le cas où un règlement amiable entre les parties des différends ou litiges susceptibles d'intervenir en cours d'exécution ne serait pas possible, le Tribunal Administratif compétent est :

Tribunal Administratif de Cergy Pontoise

2-4 boulevard de l'Hautil

95027 CERGY PONTOISE Cedex.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Article 22 Dérogation

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, présente à l'article 9 « *Pièces contractuelles de l'accord-cadre* », du présent CCP.

Dérogation de l'article 14.1.3 du CCAG-F.C.S, présente à l'article 18.2 « *Pénalités* », du présent CCP.